

LES DÉCROCHEURS

L'abandon scolaire, un mécanisme de perpétuation des classes pauvres

DES milliers de jeunes abandonnent leurs études chaque année. Pourquoi? Pour plusieurs, cela est dû au manque d'idéal ou d'ambition. Pour d'autres, il est normal que certains franchissent toutes les étapes du système éducatif alors que d'autres, qui n'ont pas les «aptitudes», y renoncent. On recherche rarement les causes de l'abandon scolaire dans le système éducatif lui-même. Pourtant des études démontrent clairement que l'école sélectionne, élimine, inadapte, bref reproduit les classes sociales. Il est prouvé hors de tout doute que si les enfants issus des classes favorisées ont massivement accès à l'université, ceux des classes populaires, eux, sont graduellement éliminés de la course. Précisons d'abord que notre analyse de l'école n'a pas la neutralité dont certains sociologues peuvent parfois se payer le luxe. Notre vision de l'école est militante. Nous sommes des étudiants de cégeps et d'universités impliqués dans des organisations étudiantes et populaires et qui

L'école contribue à la reproduction des classes sociales, l'une dominante, l'autre exploitée. La première, grâce à l'école notamment, élimine les plus faibles qui appartiennent en fait à la classe exploitée. Ce processus d'élimination s'appelle le décrochage. Les auteurs du texte qui suit, Martine D'Amours, Pierre Dostlo, Jocelyne Gamache, François Plourde et Jean Robitaille, sont membres du Mouvement étudiant chrétien du Québec. Au nom de l'option de Jésus-Christ pour les pauvres, ils se déclarent solidaires des travailleurs et des classes populaires.

s'inscrivent dans des luttes dont les enjeux questionnent des contenus de cours et une pédagogie tout orientés à mettre le savoir-faire et la science au service des intérêts d'une minorité possédante plutôt qu'au service des travailleurs et des classes populaires qui luttent pour se libérer de l'exploitation dont ils sont les victimes. Comme mouvement d'étudiants chrétiens, c'est de ces derniers dont nous nous voulons solidaires, en conformité avec l'option de Jésus-Christ pour les pauvres.

À partir des études qui ont été réalisées depuis une dizaine d'années, on peut dégager les données suivantes:

■ La sélection commence dès l'école primaire. Les enfants sont classés selon leur rythme (rapide, moyen ou lent) d'apprentissage et répartis en groupes enrichis, réguliers ou allégés. Déjà les enfants dont la situation socio-économique est faible se retrouvent plus souvent, plus nombreux que les autres en voie allégée et les mieux nantis sont sur-représentés en voie enrichie.

■ Ceux et celles que l'on dit inadaptés, c'est-à-dire qui ne sont pas capables de suivre le rythme «normal» (2) sont dans une proportion de 83,22% d'origine socio-économique faible alors qu'on ne retrouve parmi les inadaptés que 1,4% d'enfants d'origine sociale aisée. Mais quelle est donc la normalité? Celle des 6% qui franchissent toutes les étapes ou celle des 77% qui abandonnent après le secondaire?

■ Ceux et celles qui abandonnent après le secondaire proviennent évidemment en grande majorité des classes populaires. À preuve: de 65% du total qu'elles étaient au primaire, les classes populaires ne sont représentées qu'à 33% au cégep et encore elles sont plus fortement concentrées dans le secteur professionnel qu'au général qui lui, mène à l'université.

■ Enfin, les classes populaires ne sont plus représentées qu'à 16% à l'université contre 84% pour les classes dominantes et intermédiaires. (3)

Les études que nous venons de citer ont démontré que la situation financière difficile des enfants des classes popu-

lares a de graves conséquences sur leur apprentissage. Les enfants pauvres sont mal nourris, souvent malades, nerveux et agités. Il arrive aussi qu'on les trouve «indisciplinés»; il faut voir que cette «indiscipline» est souvent la forme que prend la révolte que produit leurs conditions de vie. Et puis, le besoin d'argent se fait rapidement sentir pour subvenir aux besoins de la famille ou tout simplement pour cesser d'être un fardeau pour elle. En conséquence, on abandonne l'école plutôt que de poursuivre de longues études que de toute façon on ne pourrait payer.

Autre réalité: les enfants des classes populaires n'ont pas accès à la même culture que ceux des classes dominantes. Voyages, théâtre, lecture, musique, vocabulaire, loisirs, tout est radicalement différent. Pourtant, à l'école, la culture qui sert de critère, de point de comparaison et finalement de sélection, c'est la culture de la classe dominante, celle de l'élite, avec son vocabulaire et ses images dans

(Verso)

lesquels les enfants ordinaires ne se retrouvent pas, contrairement à ceux qui ont toujours baigné dans cette culture. Les travaux du groupe «la Maitresse d'école» (4) ont démontré que les tests d'aptitude utilisés dès la maternelle, de même que les méthodes statistiques de la courbe normale et des stanines, ont pour effet de discriminer, dès le tout jeune âge, les enfants d'ouvriers. Par exemple, dans les tests d'aptitude, on demande d'identifier un pneu, un briquet, un cygne, etc. Mais de quel milieu proviennent les enfants qui disent «pneu» et ceux qui disent «tire», ceux qui disent «briquet» et ceux qui disent «lighter»? Pour combien d'enfants un «cygne» désigne-t-il un oiseau et pour combien désigne-t-il un évier («sink»)? Pour quels enfants surtout? L'école est déjà moins intéressante quand on ne parle pas de la même manière et encore moins des mêmes choses... Le principe même de la pédagogie est nié. Les enfants des travailleurs n'apprennent pas à partir de ce qu'ils sont, de ce qu'ils vivent, de ce qu'ils savent déjà mais bien plutôt à partir d'une réalité qui n'est pas la leur et à laquelle il leur faut mettre tous leurs efforts simplement pour s'y adapter.

Que conclure de tout cela? L'école reproduit la société telle qu'elle est, avec ses disparités socio-économiques entre les individus, ses classes sociales, ses rôles de direction pour les uns, minoritaires et ses rôles d'exécution pour les autres, majoritaires. Les mécanismes de sélection éliminent, mises à part quelques exceptions qui confirment la règle, d'abord et surtout les enfants de provenance ouvrière à tous les échelons du système scolaire et les orientent sur les voies secondaires qui conduisent rapidement au statut de «cheap labor» sur le marché du travail.

En plus de reproduire les classes sociales, l'école inculque aux étudiants l'idéologie qui aura à régir leurs rapports sociaux de domination et d'exploitation. À ceux des facultés administratives des universités, on apprend comment gérer la société selon les prio-

rités et les intérêts des classes possédantes à laquelle ils appartiendront bientôt ou dont ils représenteront les intérêts. Aux filles de polyvalente qui étudient en secrétariat ou aux gars du secteur professionnel, on sert l'idéologie de la soumission. Ils apprennent qu'ils

n'ont pas le choix, qu'ils ont une force de travail à offrir et qu'ils doivent correspondre aux exigences de l'employeur. À tous on apprendra qu'il est normal qu'il y ait un boss qui décide et d'autres qui exécutent. Les sciences et les techniques ne sont pas neutres. Elles sont enrobées de l'idéologie de la classe dominante.

On l'a vu, l'école reproduit les classes sociales et véhicule l'idéologie que sous-tend le système des classes. Cependant, son rôle premier consiste à produire, quantitativement et qualitativement un certain type de main-d'œuvre, déterminée par le type de priorités économi-

ques. Or, si la création des cégeps était liée à la nécessité de créer une grande quantité de main-d'œuvre spécialisée, la conjoncture actuelle amène d'une part la restriction des budgets en éducation et d'autre part la formation d'une main-d'œuvre plus polyvalente, davantage formée aux besoins des entreprises et plus déqualifiée.

Ainsi, depuis quelques années, l'État coupe les coûts dans les budgets sociaux pour donner priorité à la relance de l'économie. De plus, mû par la nécessité de «rationaliser» l'affectation des budgets restants, il modifie un certain nombre de ses politiques afin de mieux adapter la formation des étudiants aux besoins des entreprises, soit par des stages dans les usines, soit par une formation école-travail en alternance ou par une place plus grande donnée au patronat dans la définition du contenu et des critères d'évaluation de certains cours ou de certains programmes, etc. (5)

Une partie importante des nouvelles politiques en éducation est énoncée dans deux documents récents: le projet de règlement des études collégiales (REC) et le document préliminaire sur la formation professionnelle des jeunes au Québec. Tous deux contiennent des propositions de modifications concrètes au système d'éducation qui sont commandées par la crise et dont certaines vont accroître la sélection-élimination chez les étudiants, permettant ainsi une compression des coûts en éducation. Donnons quelques exemples.

Le REC ajoute, un minimum d'un cours de maths aux programmes qui n'en ont pas déjà (soit principalement en sciences humaines, lettres).

Une étude menée au cégep de Sherbrooke en 1978 montre un taux d'échec de 43% des cours des maths 101, 102 et 103 (6), rendant les maths les cours les plus «coulés» au cégep. Ainsi, l'atout de ce cours aura comme conséquence une sélection-élimination accrue dans les secteurs non productifs. Certains programmes seront regroupés dans une ou quelques régions, rendant ainsi leur accès plus difficile pour qui n'est pas de la région et a peu de moyens financiers. De plus, une politique de contingentement plus stricte éliminera encore les étudiants moins «performants».

Mais l'élément majeur du REC pourrait bien se situer dans la nouvelle certification. Le nouveau règlement crée quatre nouveaux types de certifications qui permettent une formation moins poussée mais répondant d'avantage à un besoin de spécialisation précis. Ces quatre types de certifications pourraient bien correspondre, par rapport au diplôme d'études collégiales (DEC), à des diplômes de moindre qualité. Ainsi cela pourrait permettre la formation d'une main-d'œuvre moins qualifiée (donc moins coûteuse) qui pourra d'avantage obtenir une formation répondant à des besoins précis d'une entreprise régionale par exemple. Donc la sélection-élimination pourrait trouver des débouchés dans des diplômes «déqualifiés», permettant aux entreprises l'accès à une main-d'œuvre moins coûteuse, plus dépendante et tout aussi efficace.

Ainsi, nous croyons que le phénomène de l'abandon scolaire doit être compris à la lumière de la sélection-élimination des enfants de classe ouvrière et du rôle reproducteur de l'école. Structuellement, l'école intervient principalement à trois ni-

veaux: (a) elle produit quantitativement et qualitativement une main-d'œuvre adaptée aux exigences du développement économique dicté par les intérêts d'une minorité. (b) elle reproduit les classes sociales, par le biais des mécanismes de sélection-élimination édictés à partir de la culture, du langage, des réalités et des activités mises de l'avant à l'école. (c) enfin, elle transmet, en même temps que les connaissances, l'idéologie ou la façon de penser qui maintiendra chacun, futur patron ou futur ouvrier, dans le rôle qui lui est assigné.

L'école n'a donc pas la neutralité qu'on voudrait souvent lui donner; elle est, de par ses structures mêmes, au service de la reproduction d'une société capitaliste. De plus, la conjoncture de crise actuelle vient encore accentuer le jeu de la reproduction; elle sélectionne davantage et plus durement; elle déqualifie un nombre grandissant de diplômés et d'étudiants.

Est-ce à dire qu'il n'y a rien à faire, que la transformation de l'école devra attendre un changement de société? Pas exactement. Des luttes importantes se sont menées et se mènent en milieu étudiant; luttes contre la sélection, pour une plus grande accessibilité, contre les mesures préconisées par le REC; luttes universitaires pour transformer l'utilisation du savoir, pour le mettre au service d'une autre

classe et d'un autre projet social (ex. préscolaire-primaire à l'UdeM, sciences juridiques et économie à l'UQAM, sciences sociales à l'UQAC, etc.) Ces luttes nous semblent faire des brèches au rôle actuel joué par l'école et leur importance apparaît clairement à partir du moment où on réalise que si une école démocratique ne sera complètement réalité que dans une société réellement démocratique, les luttes pour transformer l'école contribuent aussi à transformer la société.

Notes

(1) Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et la lutte des classes au Québec, 1974.

(2) Selon l'expression même du Comité provincial pour l'enfance inadaptée (COPEX).

(3) CEQ, École et lutte des classes au Québec.

(4) La Maitresse d'écoles Dossier scolaire cumulatif de la CECM: deux erreurs scientifiques. N'envoyez pas votre enfant dans une classe d'attente.

(5) Voir: La formation professionnelle des jeunes au Québec, document préliminaire, chapitre 4.

(6) Extrait de Cégepropos, février 1978.